

PAGES 13 A 16 :

« Le Monde de l'économie »

- L'inflation se ralentit-elle en Europe ?
• Doit-on défendre l'avoit fiscal ?
• La situation dans les houillères outre-Rhin et outre-Manche.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry 5, rue des Italiens, Paris-IX* Directeur : Jacques Fauvet

0,70 F

Algérie, 0,70 DA; Maroc, 0,70 dir.; Tunisie, 70 m.; Allemagne, 0,50 DM; Autriche, 8 sch.; Belgique, 7 fr.; Canada, 40 c. cts.; Danemark, 2,25 kr.; Espagne, 10 pes.; Grande-Bretagne, 8 p.; Grèce, 10 dr.; Iran, 30 ris; Italie, 120 L; Liban, 85 piétras; Luxembourg, 7 fr.; Norvège, 2 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 8 esc.; Suède, 1,50 kr.; Suisse, 0,70 fr.; U.S.A., 50 cts.; Yougoslavie, 6 din.

Tarif des abonnements page 17

C.C.P. PARIS N° 4207-23

TELEPARIS N° 65572

Ad. télégr.: JOURMONDE-PARIS

Tél.: PRO. (770) 91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

TERRORISME ET RÉPRESSION EN IRAN

En Iran, les procès d'opposants se succèdent à un rythme accéléré, et les sentences infligées s'aggravent. La semaine dernière, les tribunaux militaires ont condamné, coup sur coup, à la peine capitale six, puis cinq activistes d'extrême gauche accusés d'attentats. Le dimanche 6 février, des cours martiales ont commencé à juger deux groupes de jeunes gens (au nombre de vingt et de vingt-trois) pour atteinte à la sécurité de l'Etat, subversion, attaques à main armée et assassinats. Le second groupe a déjà comparu en première instance, et un des accusés a été condamné à mort. La peine capitale a été requise par le procureur à l'encontre de quatre membres du premier groupe. Un troisième procès est en cours : parmi les cent quarante-trois inculpés, plusieurs seraient menacés également du châtiement suprême. L'année dernière, au moins une quinzaine de personnes avaient été exécutées pour les mêmes motifs.

La sévérité des autorités est à la mesure du développement de la « guérilla urbaine » dans le pays. Depuis une quinzaine de mois, en effet, des jeunes gens — pour la plupart des intellectuels — ont pris le maquis pour combattre par les armes le régime du chah. Les attentats et les coups de main se sont multipliés contre les commissariats de police, les postes de gendarmerie en province, les banques et les administrations publiques. Le chef de la justice militaire, le général Zia Farsiou, a été tué au pistolet le 7 avril 1971 ; l'ambassadeur des États-Unis à Téhéran et le neveu du souverain ont fait l'objet de tentatives d'enlèvement ; certains dignitaires du régime auraient également échappé de peu à la mort.

Devant un tel bilan de violences, on pourrait s'étonner que les autorités ne donnent pas davantage de publicité aux procès qui, à quelques exceptions près, se déroulent à huis clos et sont d'une brièveté exceptionnelle. L'année dernière, treize inculpés ont été exécutés avant même que le jugement soit annoncé dans la presse. La discrétion ainsi observée tend à donner consistance aux accusations de l'opposition. Celle-ci affirme que la torture est couramment pratiquée dans les prisons iraniennes, que des accusés meurent souvent avant l'ouverture de leur procès, que les autorités profitent de l'occasion qui leur est offerte pour envoyer en prison des opposants, innocents de tout acte de violence.

La Confédération des étudiants iraniens à l'étranger signale, pour sa part, de temps à autre, la disparition de personnes, dont on ne retrouve pas toujours la trace, en prison ou ailleurs. A plus d'une reprise, des représentants d'organisations étrangères — notamment la Fédération internationale des droits de l'homme — ont constaté, sur place, « les violations des droits fondamentaux attachés à la personne humaine », accusant la Savak — les services secrets — de faire régner la terreur dans le pays.

L'ampleur de la répression surprend à première vue. Grâce à de fabuleux revenus pétroliers, l'économie est florissante ; à en croire le gouvernement, le taux de développement a atteint l'année dernière le seuil des 20 %. La réforme agraire, la participation des ouvriers aux bénéfices des entreprises, auraient — toujours selon les autorités — comblé les classes populaires.

Cependant, les grèves ouvrières, l'agitation endémique dans les universités, le développement de la guérilla urbaine, démontrent que l'Iran n'a pas réussi à résoudre ses problèmes sociaux et politiques les plus aigus. La suppression de tous les partis politiques d'opposition, suivie d'une répression impitoyable, l'absence de libertés fondamentales, en privant les Iraniens d'indispensables soupapes de sûreté, contribuent à aggraver un mal dont des méthodes plus libérales seraient sans doute plus facilement venues à bout.

LA TENSION EN IRLANDE DU NORD

Des poursuites vont être engagées contre les organisateurs de la marche sur Newry

Nouvelle manifestation catholique dès mercredi

Le sentiment de soulagement qui prévaut à Londres, à Belfast et à Dublin au lendemain de la marche non violente de Newry pourrait être de courte durée. Après avoir prouvé qu'ils étaient capables de faire défilier leurs sympathisants par dizaines de milliers sans provocation ni incident, les dirigeants du Mouvement des droits civiques ont annoncé en effet qu'ils organiseront mercredi prochain 9 février une « Journée de dislocation » dans toute l'Irlande du Nord. Les catholiques seront appelés à cesser toute activité ce jour-là pour marquer l'entrée dans leur sixième mois des mesures d'interdiction administratif. D'autre part, une marche semblable à celle de Newry est prévue pour dimanche prochain à Inniskillen. D'ici là, une trentaine d'organiseurs de la marche de Newry seront traduits en justice pour avoir contrevenu à l'interdiction des défilés et manifestations de rue.

Ajoutant sa voix à celles des autorités gouvernementales et religieuses du Royaume-Uni, le pape avait lancé dimanche un appel à l'apaisement, destiné aussi bien aux marcheurs de Newry qu'aux forces britanniques. M. Heath, pour sa part, a réitéré son appel à la négociation avec les partis d'opposition d'Irlande du Nord qui continuent de boycotter les institutions de la province. Le premier ministre britannique, sans écarter tout à fait la possibilité d'un assouplissement de sa politique, n'a formellement annoncé aucune nouvelle initiative de sa part en Ulster.

De notre correspondant HENRI PIERRE

Londres. — La première réaction de tous les Britanniques, officiels ou simples particuliers, est celle d'un grand soulagement. Le bon sens et l'instinct du compromis ont prévalu dans les deux camps, évitant ainsi un affrontement qui aurait pu être sanglant. Chacun s'est contenté d'un demi-succès. Les manifestants pourront faire valoir qu'ils ont tout de même effectué leur marche, en contravention de la loi et du pouvoir de Belfast ; l'armée mettra en évidence que sa présence a obligé les organisateurs à changer leur intention primitive, bref à reculer partiellement. En fait, pour bien souligner qu'il entend faire respecter la loi, le gouvernement envisage de procéder à des poursuites judiciaires légales contre trente organisateurs — parmi lesquels des parlementaires — d'une marche illégale, défilé pour lequel ils sont passibles d'une peine de six mois de prison. Il n'empêche que le Mouvement des droits civiques a fait la preuve qu'il était une organisation responsable, en mesure de contrôler ses troupes et de se faire entendre de l'IRA, qui, conformément aux assurances données, s'est abstenue de toute action.

A dire vrai, l'intérêt des milieux politiques se concentre sur la réaction du gouvernement britannique. A la faveur de ce qui est considéré comme un répit, ne va-t-il pas sortir de l'immobilisme et prendre une initiative politique d'envergure ? Telle est l'opinion de tous les journaux, à l'exception du Daily Telegraph, qui ose écrire sans rire que « l'égalité légale et politique existe déjà en Irlande du Nord ». En fait, la presse de dimanche, et notamment l'Observer et le Sunday Times, dans des pages entières consacrées au conflit irlandais, reprochait dans son ensemble au gouvernement son inaction. Certains même reprenaient l'idée, jusque-là considérée comme inadmissible, que l'armée britannique devrait se retirer, non pas immédiatement, mais dans un délai donné.

Une certaine pression s'exerce ainsi sur le gouvernement, mais la

plus forte vient peut-être du grand public, qui souhaite très certainement dans sa majorité le rappel des troupes « exposées inutilement dans un conflit entre Irlandais ». Le gouvernement doit aussi tenir compte des nombreux affrontements qui ont eu lieu samedi dans les grandes villes de Grande-Bretagne, notamment à Glasgow, et surtout à Londres où l'on comptait quatre-vingt-dix blessés à la suite d'une manifestation devant la résidence de M. Heath. Les plus sérieusement touchés sont les policiers, ce qui atteste la détermination et la combativité des manifestants, qui avaient à leur tête les membres de l'IRA, entraînant un certain nombre de chômeurs irlandais ainsi que des éléments maoïstes, trotskistes et anarchistes.

(Lire la suite page 2 5° col.)

En marge des discussions

de salaires C.G.T. et C.F.D.T. lancent une semaine d'action pour les immigrés

L'échec des négociations salariales à la S.N.C.F. n'est-il qu'un accident de parcours ou annonce-t-il une remise en cause de la politique contractuelle pratiquée depuis deux ans dans le secteur public et le secteur nationalisé ? Toujours est-il que les discussions qui doivent reprendre et peut-être se terminer cette semaine, aux Charbonnages et à la Régie Renault notamment, ne se présentent pas sous les meilleurs auspices.

Tout en s'appropriant à relancer leur offensive contre la politique sociale du gouvernement, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont décidé de faire porter leurs efforts cette semaine sur la situation des travailleurs immigrés en France.

Depuis plus d'un an déjà, le gouvernement a annoncé son intention de lancer une nouvelle politique de l'immigration. Des mesures partielles ont déjà été prises d'une part pour lutter contre l'entrée clandestine de travailleurs étrangers en France — des accords visant à « normaliser » l'immigration ont été signés avec le Portugal et l'Algérie notamment, — d'autre part pour améliorer les conditions de vie et de logement des ressortissants étrangers — il s'agit en particulier de faire disparaître rapidement les bidonvilles.

(Lire la suite page 26 3° col.)

LA POLEMIQUE SUR LA FISCALITÉ

Les explications de M. Giscard d'Estaing précéderont une intervention de M. Jacques Chaban-Delmas

Après avoir donné l'impression d'hésiter sur la tactique à suivre, le gouvernement esquisse une parade contre la campagne visant l'avoit fiscal. C'est M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances, responsable de l'introduction de cette technique fiscale dans la législation française, qui a été chargé de répondre aux critiques et attaques déclenchées par la publication dans le Canard enchaîné des déclarations de revenus de M. Jacques Chaban-Delmas. Il le fera jeudi à 20 h. 30, dans le cadre de l'émission « l'Actualité en question » de la première chaîne de télévision. Le premier ministre a l'intention d'intervenir ultérieurement pour répondre aux attaques qui le visent personnellement.

L'opposition, cependant, n'abandonne pas pour autant la partie et continue à se servir des cartes dont elle s'est saisie. C'est ainsi que M. Mitterrand compare l'avoit fiscal au droit de chasse des seigneurs sous l'ancien régime, tandis que M. Jacques Duclos annonce une conférence de presse sur le problème des impôts le mardi 8 février, au Palais du Luxembourg. M. Pierre Abelin, secrétaire général du Centre démocrate, député, maire de Châtelleraut, s'il n'a pas affiché sa feuille d'impôts à la mairie comme on lui en avait prêté l'intention, déclare cependant la tenir à la disposition de ceux qui veulent la consulter.

La fiscalité est aussi à l'ordre du jour pour d'autres raisons. Le Journal officiel du 6 février publie le décret qui va permettre à de nombreuses entreprises de se faire rembourser par l'Etat les crédits de T.V.A. qui leur sont dus (voir l'analyse de ce texte p. 26).

Les hésitations du gouvernement et du premier ministre ont été relevées ici-même (Le Monde du 3 février). Que fallait-il faire ? M. Cha-

ban-Delmas a reçu à ce sujet des avis contradictoires. M. Pompidou aurait rappelé au premier ministre qu'il avait essuyé des attaques personnelles plus graves encore et aurait fait valoir qu'une réplique de sa part risquait de nourrir la polémique. Cependant celle-ci ne s'est pas apaisée et a pris la forme d'une campagne politique contre le système fiscal. Toutes les formations de l'opposition ont profité de l'aubaine en ce début d'année préélectorale et certains commentateurs de la majorité ont commencé eux-mêmes à se poser des questions sur les vertus de la fiscalité française. L'affaire prenait ainsi des proportions plus graves à terme, mais offrait un terrain nouveau à la réplique. L'occasion a été saisie et M. Giscard d'Estaing se trouve désormais chargé d'exposer la signification de l'avoit fiscal dans le système des impôts.

Le ministre de l'économie et des finances défendra par des arguments techniques des mesures dont il est l'auteur, mais ne pourra éviter de participer quelque peu aussi, sous la contrainte des faits, à un débat politique qui ne saurait le laisser indifférent, si « démagogique » lût-il, selon sa propre expression. Les critiques de l'opposition de gauche contre l'avoit fiscal ne l'émeuvent certainement pas outre mesure, mais il n'en va pas nécessairement de même de celles des centristes et de M. Antoine Pinay.

La Fédération nationale des républicains indépendants, qu'il préside, a en effet bâti sa stratégie électorale sur un regroupement du centre à son profit et cherche, non sans difficultés, à récupérer, en se rapprochant du Centre national des indépendants et paysans, l'électorat modéré sur lequel l'influence de M. Pinay est indiscutable.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 6, 3° col.)

(Sous le titre « Doit-on défendre l'avoit fiscal ? », « Le Monde de l'économie » publie page 13 une étude de Paul Fabra.)

LA SAUVEGARDE DE L'HOPITAL PUBLIC

M. Boulin, ministre de la santé publique, et Mlle Dienesch, secrétaire d'Etat à l'action sociale, ont ouvert ce lundi 7 février les assises nationales de l'hospitalisation publique, qui ont lieu au parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, jusqu'au 10 février, selon une formule originale. Les périls qui menacent les hôpitaux publics sont tels, en effet, que leurs responsables ont renoncé aux habituels débats techniques pour en venir aux grands principes de fond. La France veut-elle, oui ou non, conserver ses hôpitaux publics ? Et si oui, quelle place entend-elle leur assigner dans sa politique de santé ? Telle est la question primordiale

à laquelle répondront, tout au long de ces journées, les dirigeants ou les représentants de tous les partis politiques, de toutes les organisations professionnelles, syndicales ou techniques, des groupements économiques et des communautés de pensée ou de croyance, des catholiques au Grand Orient.

Les trois articles que consacre le professeur Funck-Brentano aux difficultés de l'hôpital public et dont nous commençons aujourd'hui la publication montrent l'ampleur de ces périls qui concourent bien, en effet, l'opinion tout entière.

I. - La mort lente

Par JEAN-LOUIS FUNCK-BRENTANO (*)

La réputation de l'hôpital public a longtemps été détestable. Il faut attendre le siècle dernier, l'avènement de l'ère de Pasteur, la découverte de l'asepsie, pour qu'il s'intègre véritablement dans les activités sanitaires de la cité. Encore cette insertion ne se fit-elle que lentement, tant le souvenir de son indigence première restait vivace, inquiétant aussi bien le malade que le médecin.

A l'un comme à l'autre, l'hôpital demeure encore aujourd'hui, en France, une citadelle étrangère. Le malade ne s'y rend que lorsqu'il ne peut pas faire autrement. Il a le sentiment d'y être eseuilé, éloigné de son médecin personnel, séparé de son milieu, entre les mains de puissances obscures, respectables mais difficilement accessibles. Le médecin praticien, lui, ne s'y rend pratiquement jamais, tant il s'y sent inconfortable, négligé, sinon franchement repoussé. La santé publique est assurée, pour l'essentiel, par le médecin praticien sans contact avec le milieu hospitalier. La chirurgie et l'obstétrique courantes sont le plus souvent pratiquées dans des cliniques privées, tenues résolument à l'écart des activités hospitalières. La médecine préventive, elle-même, s'est développée selon une organisation extra-hospitalière.

Le futur médecin pénétrait à (*) Professeur à la faculté de médecine Necker-Enfants malades (Paris).

professionnelles maintenait un minimum de cohérence entre la médecine hospitalière et la médecine dite « de ville ».

(Lire la suite page 8, 4° col.)

« Un de ces êtres d'exception dont la pensée ébranle. » (LE MONDE)

IVAN ILLICH Une société sans école SEUIL Par l'auteur de Libérer l'avenir Un volume 18 F

AU JOUR LE JOUR

LE BAILLON

Au moment où un journal meurt en France, un autre meurt en Espagne. Le quotidien Madrid disparaît pour des raisons fort différentes de celles qui ont entraîné la fin de Paris-Jour, mais l'effet est le même.

D'un côté, ce sont les contraintes de l'économie, de l'autre la volonté du pouvoir, mais qui ne voit qu'il s'agit d'une seule et même cause traduite en termes différents ? Peu importe que la volonté soit là déléguée et qu'on subisse ici les conséquences d'une situation. C'est le silence en fin de compte qui gagne.

Car, s'il n'y a qu'une liberté, il y a mille manières de lui mettre un baillon.

ROBERT ESCARPIT.

EUROPE

Tchécoslovaquie

Le régime veut préparer un procès contre les animateurs du printemps de Prague, estime l'ancien directeur de la télévision

Le journaliste italien Valerio Ochetto, arrêté le 6 janvier à Prague sous l'accusation d'avoir « aidé à l'activité criminelle de subversion contre la République », a pu recevoir, le samedi 5 février, pour la première fois, la visite de l'ambassadeur d'Italie à Prague, M. Agostino Benazzo. Fait tout à fait exceptionnel, la télévision tchécoslovaque a montré samedi soir quelques images de cette rencontre.

Le même jour, le *Rude Pravo* avait publié un long article sur M. Ochetto, l'accusant notamment d'avoir servi d'intermédiaire entre l'émigration tchécoslovaque en Italie — et notamment l'ancien directeur de la télévision, M. Jiri Pelikan (1) — et les groupes d'opposition en Tchécoslovaquie, que M. Pelikan aurait incités à des activités subversives. Le journaliste, selon *Rude Pravo*, aurait avoué avoir joué ce rôle, et « les personnes arrêtées en rapport avec lui » auraient également fait des aveux. Selon l'organe du parti communiste, M. Pelikan souhaitait également obtenir par ce biais des renseignements sur

des faits politiques et économiques secrets qui « intéressent les agences de renseignement impérialistes ».

Interrogé à Rome par l'A.F.P., M. Pelikan a réfuté les accusations portées contre M. Ochetto.

Les procès des années 50

Les intellectuels arrêtés à Prague et ailleurs ne sont pas des « réactionnaires », a-t-il dit, car « ils se sont dépoués toute leur vie à la cause du socialisme et de la liberté ».

« Il est tout à fait clair, a poursuivi M. Pelikan, qu'on veut préparer à Prague un procès contre le prétendu « second centre » du parti. Pour cela, on a besoin de militants du « printemps de Prague », d'un agent étranger comme « homme de liaison » et des exilés tchécoslovaques, qui seront présentés comme les agents des services de renseignement « impérialistes ». Mais à travers les hommes arrêtés, ce sont les dirigeants du « printemps de Prague » comme

Dubcek, Smrkovsky, Kriegel et autres et leur politique de 1968 qui sont visés ».

M. Pelikan constate que les accusations portées sont analogues à celles qui étaient formulées dans les années 50. Il note que seule la procédure est différente : jadis on arrêtait avant d'accuser ; maintenant, les intéressés sont arrêtés après avoir fait l'objet pendant deux ans d'accusations publiques, sans avoir eu la possibilité de se défendre.

« M. Husak lui-même n'a-t-il pas été condamné par Novotny en 1954 comme « un ennemi de la République qui a voulu, sous les slogans nationalistes, restaurer le capitalisme en collaboration avec les émigrés réactionnaires ? », a rappelé M. Pelikan, qui ne s'étonne guère des accusations portées contre lui. Le *Rude Pravo* l'a déjà stigmatisé comme « révisionniste, trotskiste, sioniste, agent impérialiste et maoliste. On a inventé des interviews de membres du Congrès américain que je n'ai jamais données, des réunions auxquelles je n'ai jamais participé, et on est même allé jusqu'à m'accuser d'avoir été pendant la guerre un agent de la Gestapo parce que j'ai pu survivre aux persécutions des nazis », constate-t-il. — (A.F.P.)

(1) Celui-ci fut également membre du comité central du P.C. et président de la commission des affaires étrangères du Parlement. Réfugié à Rome, il s'occupe notamment, avec d'autres émigrés, de l'édition du périodique *Listy*, organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque.

Pologne

LE MINISTRE DE LA CULTURE DEMANDE QUE LA LITTÉRATURE PARTICIPE A LA CAMPAGNE D'HUMANISATION

Varsovie (A.F.P.). — Le dix-huitième congrès des écrivains polonais s'est achevé le samedi 5 février à Lodz après quarante-huit heures de travaux au cours desquels les participants ont examiné « la tâche à remplir par les écrivains dans la société socialiste ».

Selon la presse polonaise, M. Stanislaw Wronski, ministre polonais de la culture, a affirmé que « la littérature doit activement participer à la campagne d'humanisation entreprise dans le cadre de la révolution scientifique et technique qui atteint le monde entier ». Après avoir rappelé que le gouvernement continuerait à interdire « aux influences ennemies du régime et de ses alliés de s'infiltrer » en Pologne, M. Wronski a cependant affirmé qu'il « a des conditions politiques fondamentales étant posées », le gouvernement n'avait pas l'intention de « limiter la liberté de création artistique ».

D'après la presse polonaise, les débats ont été très animés. Les discours des écrivains n'ont pas été publiés. M. Jaroslaw Iwaszkiewicz a été réélu président, mais on ignore les noms des vingt-quatre membres du comité directeur.

Irlande du Nord

La manifestation de Newry a été une victoire pour le Mouvement des droits civiques

De notre envoyé spécial

Newry. — En se jouant du gouvernement de Stormont et de l'armée britannique comme ils ont fait dimanche à Newry, les catholiques d'Irlande du Nord ont sans nul doute remporté une grande victoire. Malgré les aveux répétés du premier ministre, M. Bryan Faulkner, malgré la présence dans la petite ville-frontière de près de trois mille soldats et d'un millier de policiers, c'est une foule de trente mille personnes qui est venue de tous les coins de l'Ulster pour participer à la marche silencieuse de protestation organisée par le Mouvement pour Derrybek.

Ce choix délibéré de la majorité catholique d'entrer ainsi dans l'illégalité ne pouvait mieux exprimer son mépris des institutions qui régissent l'Irlande du Nord. Faut-il le rappeler ? La marche de Newry était interdite et toute personne y participant était passible de poursuites. Cette menace était connue de tous, et, pour ceux qui l'auraient ignorée, un hélicoptère de l'armée volant à basse altitude ne cessait de la répéter par haut-parleur aux manifestants au moment — 15 heures précises — où le cortège se formait dans le faubourg de Derrybek.

En tête du cortège, une cinquantaine de personnalités ouvraient la marche : élus catholiques de la municipalité de Newry, députés de l'opposition, parmi lesquels Mlle Bernadette Devlin, Tom Driber, vieux député travailliste de Westminster, de jeunes leaders de l'Association des droits civiques, Rory MacShane, Sean Hollywood, Kevin Boyle, ainsi que deux députés de l'Eire. Derrière, progressait en silence, extrêmement disciplinée, la foule répartie en délégations de villes et de comtés. Tous arboraient au revers du manteau un badge sur lequel était dessiné un cerceau noir oblitérant du chiffre 13 — les treize morts de Londonderry le 31 janvier dernier.

Cette foule recueillie dédaigna les barricades édifiées par l'armée britannique, d'abord à Monaghan Street, puis un peu plus tard au bas de Camlough Road, pour empêcher le cortège de pénétrer dans Newry. Les organisateurs de la manifestation avaient choisi en effet le point de départ de la marche suffisamment à l'extérieur de la ville pour pouvoir accomplir, d'une façon ou d'une autre, un parcours de 1,5 kilomètre, et tenir un meeting dans le seul endroit possible, s'ils ne pouvaient se rendre vers le centre, la grande place de Derrybek. Un chemin de traverse permettait d'y accéder en quittant, au bout de quelques centaines de mètres, Camlough Road, bien avant d'être en vue du premier barrage militaire.

Un déploiement de forces inutile

En fait, comme l'a montré le déroulement de la marche, ce parcours judicieusement choisi, ainsi que la nature nettement plus appropriée du lieu où devait se tenir le meeting, en comparaison de Marcus Square, au centre de Newry, donnent à penser que l'itinéraire prévu à l'origine,

soit appliquée non seulement dans les élections législatives et locales, mais dans le processus de désignation du premier ministre. Enfin, un organisme permanent de consultation entre Belfast et Londres devrait être institué.

Certains observateurs laissent entendre que le gouvernement est vraiment décidé à faire prévaloir ses vues, si nécessaire, contre l'avis du gouvernement de Belfast, qu'il se propose d'assouplir les mesures d'interdiction et même de transférer de Belfast à Londres les responsabilités de l'ordre public. En fait, si le gouvernement a des cartes dans sa manche, il les cache soigneusement ; de toute évidence, il n'entend les jouer que prudemment et au moment qui lui semblera le meilleur. Il ne peut ignorer, en effet, l'opposition non seulement des autorités de Belfast, elles-mêmes menacées par les extrémistes protestants, mais aussi d'une large fraction de députés conservateurs, que M. Mauding rassemblerait la semaine dernière en leur faveur qu'une initiative politique à ce stade était hors de question, car elle signifierait une capitulation. Enfin, et surtout, il est douteux que les leaders de l'opposition catholique modérée soient plus réceptifs à l'invitation du premier ministre, tant qu'ils n'auront pas la conviction que M. Heath entend aller au-delà du maintien du statu quo.

Des poursuites vont être engagées contre les organisateurs de la marche

(Suite de la première page.)

Ainsi la crise irlandaise, en se prolongeant, polarise tous les mécontentements, altère gravement le climat traditionnel de tolérance et de libéralisme de la vie publique anglaise. Qui aurait pu penser que la reine Elizabeth commencerait sa vingt et unième année de règne dans le bruit et la fureur d'une violence exceptionnelle ?

Mais il faut compter avec la détermination de M. Heath que les réactions négatives, et parfois injustes, de l'opinion internationale ne sauraient détourner de sa politique. A première vue, en effet, le discours qu'il a prononcé dimanche à Harrogate, quelques heures avant la marche de Newry, ne contenait rien de très nouveau sur la position du gouvernement. Le premier ministre a réitéré son appel aux partis de l'opposition catholique modérée, les invitant à revenir sur leur refus de participer à toute discussion. Néanmoins les observateurs politiques particulièrement proches des milieux officiels déclinent dans la déclaration de M. Heath l'intention d'aller de l'avant, de faire preuve d'« imagination », bref d'envisager une nouvelle initiative politique.

La prudence du gouvernement

Le premier ministre a cependant réaffirmé deux principes de base : l'Irlande du Nord fait partie du Royaume-Uni et son statut ne peut être changé qu'avec le consentement de ses habitants, dont la majorité actuelle entend rester au sein du Royaume-Uni ; la minorité doit être assurée d'un pouvoir réel de décision concernant son avenir. Les milieux officiels laissent entendre que le gouvernement envisagerait que le statut de l'Ulster soit déterminé par un référendum au lieu d'une simple résolution du Parlement de Belfast, et que la représentation proportionnelle

sonne en face d'elle. Lorsque le meeting prit fin, à 18 heures, l'armée n'eut plus qu'à démonter ses barricades inutiles, et à reprendre ses patrouilles habituelles.

Selon Mlle Bernadette Devlin, cette manifestation a marqué « le début de l'écrasement total du régime de Stormont ». Dans l'esprit du Mouvement pour les droits civiques, la preuve aura été faite que l'opposition au Stormont et à Westminster n'est plus réduite, comme le prétendent ces derniers, à l'activisme irresponsable des groupuscules de l'IRA ; au surplus, la lumière aura été faite du même coup devant le monde entier sur la responsabilité des troupes britanniques dans les tragiques événements de Londonderry de la semaine précédente.

GILLES DU JONCHAY.

Libres opinions

HITLER A GAGNÉ LA GUERRE

Par VERCORS (*)

EST-CE que tout recommence ? Trente ans après, vous vous souvenez, vous mes contemporains, du sentiment d'impuissance que nous avions quand Vichy laissait ou faisait arrêter nos amis, laissait ou faisait destituer des professeurs ou de hauts fonctionnaires, laissait ou faisait réduire à la misère des intellectuels trop raisonnables, laissait ou faisait ratifier des milliers d'innocents pour une destination sur laquelle ceux qui avaient permis ou ordonné ces rafles affectaient pudiquement de fermer les yeux ? Chaque mois, chaque semaine, chaque jour, nous apprenions une de ces nouvelles, et que faisons-nous ? Nous serions les poings. Oul, nous les serions avec une rage impuissante, et notre action s'arrêtait là. Car nous ne pouvions rien faire. Rien qui pût empêcher ces crimes, ces injustices, ces destitutions ou ces arrestations.

Oh ! chacun agissait bien selon son tempérament... Eluard écrivait des poèmes et moi je les publiais ; d'autres faisaient paraître des journaux ; d'autres gagnaient les maquis ou bien faisaient sauter des trains ou même abattaient en plein jour des officiers allemands. Mais cela ne faisait pas sortir nos amis des prisons, ne rendait pas leurs chaires aux maîtres destitués, ne ramenait pas les déportés dans leur famille et ne révélait pas les fusillés. Alors, à chaque exaction nouvelle, nous serrions les poings avec une rage impuissante, car nous ne pouvions rien faire pour l'empêcher.

Et voici qui ça recommence.

Que cet affreux sentiment d'impuissance recommence, à cause de ce qui se passe à Prague, dans toute la Tchécoslovaquie.

On poursuit nos amis, tous de bons communistes, là on les destitue, on les prive de leur poste, là on les exclut des unions hors desquelles un écrivain ne peut pas publier, un dramaturge ne peut pas se faire jouer, un architecte ne peut pas construire ; on chasse les professeurs des universités, on en fait des manoeuvres ou des marchands de légumes au-dessous du minimum vital, on les prive de leurs droits, on les évince de leurs logements et les enfants de leurs études, bref on les persécute, de toutes les manières avant, enfin, de les arrêter ; on s'acharne contre eux avec une rigueur qui exhale un relent de vengeance et nous rappelle de vieilles punitions. Et de nouveau, contre cela, contre cette méchanceté de la revanche haineuse, nous ne pouvons que serrer les poings, serrer nos poings impuissants. Car nous ne pouvons rien faire.

Nous, moi, leurs confrères, leurs amis. Rien faire sinon ce que je fais ici : écrire ces pauvres mots de révolte qui ne serviront à rien, n'obliteront rien, où je n'ose même pas citer des noms, de peur d'attirer sur eux de nouveaux malheurs. Rien faire sinon, une fois de plus et en vain, rédiger des suppliques ou des protestations, les faire signer par des centaines de noms prestigieux, des dizaines de prix Nobel, et n'obtenir pas même une réponse, pas même un apaisement, une justification, seulement le silence noir du cynisme dédaigneux et de la dérision.

Car Hitler a gagné la guerre.

Chaque jour qui passe le montre. Il l'a perdue sur le terrain, mais il l'a gagnée dans les veines, dans les cours. Quand ce n'est pas le canon, la violence, partout règne après lui, de façon plus ou moins virulente, la puissance des policiers. A Prague, à Brno, à Bratislava, c'est un règne sans partage, car il n'y subsiste qu'une loi : reprendre et garder le pouvoir à tout prix, annihilier les désaccords, tous les non-conformismes, serait-ce au prix du sacrifice pour des générations de la culture tchèque et slovaque.

Et nous ne pouvons rien faire.

Un parti l'aurait pu peut-être, que je n'ai pas besoin de nommer. Il l'aurait pu s'il eût voulu agir à temps. Mais il ne l'a pas fait.

Quand, à l'automne qui suivit l'intervention de l'armée rouge, je suis allé à Prague, un des hauts responsables de ce parti me chargea de commissions et d'amitiés pour ses équivalents, là-bas dans la difficulté. Je ne dis pas non plus son nom, il se reconnaîtra s'il me lit. J'en suis revenu, cette année-là, avec un reste d'espoir, celui que du moins ne s'y instaurerait pas l'horrible chasse aux sorcières des temps du mépris. Un an plus tard, y étant retourné, cet espoir avait disparu. Tout le monde savait à Prague et dans tout le pays, que les arrestations allaient commencer. Et l'envoyai, sitôt rentré, au responsable dont j'ai parlé et dont les amis à Prague étaient les premiers visés, un S.O.S. de toute urgence. A cette époque encore, une intervention énergique du parti frère aurait pu freiner et suspendre le tragique processus. Mais je n'eus pas de réponse. Et rien n'a été fait. Raison d'Etat, bien entendu, abominable raison d'Etat. Car Hitler a gagné la guerre.

Et la liste s'allonge. Il l'a gagnée en Grèce, cela va de soi, en Espagne et au Portugal, au Brésil, en Turquie, en sans parler du Vietnam et du Cambodge ; mais là aussi, où l'espoir d'un monde meilleur, la lutte pour un monde meilleur eût fait croire, après le vingtième congrès, que l'on n'y reverrait plus les détestables iniquités qui assombrèrent le socialisme et lui coûtèrent tant de bons communistes — Boukharine, Rajk, Sianaky, Clementis... Et voici que ça recommence et que la liste s'allonge, moins meurtrière et moins funèbre, mais non moins détestable : Sinlavy, Daniel, Grigorenko, Boukovsky, et Soljenitsyne frappé d'ostracisme, et les juifs chassés de Pologne, mais Trépper aux arrêts de rigueur... Et maintenant, là-bas, en Bohême et en Slovaquie — maintenant et jusqu'à quand ? — pourchassés et emprisonnés, ceux dont je n'ose même plus écrire les noms.

(*) Ecrivain, dessinateur, graveur. Co-fondateur dans la Résistance (1941) des Editions de Minuit.

RUF PRESSIS UNIVERSITAIRES DE FRANCE

VOUS LISEZ PEU, LISEZ

QUE SAIS-JE ?

Nouveautés

L'HYPNOSE

CHRISTOPHE COLOMB

L'ORIGINE DES ESPÈCES

LE TIMBRE-POSTE

LA CHANSON FRANÇAISE

LES RADIOTÉLESCOPES

L'ANALYSE GÉOGRAPHIQUE

LE JAPON CONTEMPORAIN

Les Irlandais du Sud ont participé à des manifestations de solidarité

Par solidarité avec les « marcheurs » de Newry, des milliers d'Irlandais du Sud ont manifesté dimanche 6 février à Dublin et dans plusieurs autres villes de la République. Comme à Newry, ces manifestants ont défilé dans le calme. Pendant ce temps, le chef de la diplomatie irlandaise, M. Patrick Hillery, arrivait à Ottawa où il devait rencontrer ce lundi le ministre canadien des affaires étrangères, M. Mitchell Sharp. M. Hillery se rendra ensuite dans plusieurs capitales européennes, en commençant par Paris où il s'entretiendra mardi avec M. Maurice Schumann. Interrogé dimanche sur la situation en Ulster, le secrétaire d'Etat américain, M. Rogers, a déclaré : « Je ne pense pas que nous puissions jouer un rôle quelconque dans cette affaire ».

De notre correspondant

Dublin. — Alors que les forces de sécurité britanniques prenaient place à Newry, que les autobus et les camions étaient évacués de la petite ville afin que les manifestants ne les utilisent pas pour édifier des barricades, de l'autre côté de la frontière, des détachements de la police et de l'armée d'Irlande du Sud prenaient position. Le gouvernement avait notamment envoyé sur place les unités récemment retirées du contingent de l'ONU stationné à Chypre. Ces troupes se tenaient prêtes à toute éventualité, mais leur intervention n'apparaissait guère probable. M. Lynch n'avait-il pas déclaré la veille : « Je n'enverrai jamais nos troupes en Ulster ! »

Samedi, le premier ministre irlandais avait une fois de plus adjuré M. Heath de ne pas envoyer de renforts à Newry et dans les autres secteurs catholiques de l'Ulster. Tout en laissant les événements de Newry suivre leur cours, les autorités de la République irlandaise avaient multiplié les efforts pour dissua-

der les sympathisants du Mouvement des droits civiques de se rendre au nord de la frontière aux côtés des manifestants. Les leaders des partis politiques de même que la hiérarchie catholique les avaient priés de ne pas augmenter le risque d'un affrontement sanglant et leur avaient conseillé de se borner à des manifestations de solidarité sur le territoire même de la République.

Les participants aux manifestations qui ont eu lieu dimanche à Dublin, à Cork, à Castlebar, à Limerick, ont tous demandé la promulgation immédiate en Ulster d'une charte des droits civiques fondamentaux. Selon les principes indiqués par M. Lynch lui-même la semaine dernière au Parlement, cette charte devrait comprendre : l'égalité des droits de vote aux élections législatives et locales, l'abolition de toute discrimination dans le domaine de l'emploi, l'équité dans les allocations de logements construits à l'aide de fonds publics et une égalité d'accès dans les emplois publics.

SIDNEY EHLER.